

Tous en appui à la juste cause des étudiants! L'éducation est un droit, pas un privilège!

Cette semaine le gouvernement du Québec, encore une fois avec la connivence des grands médias monopolisés, en particulier la Société Radio-Canada et le réseau TQS, attaque le mouvement des étudiants sur deux fronts: 1) il cherche à remettre en cause la représentativité des associations étudiantes nationales et locales et donc la légitimité des revendications étudiantes; 1) il crée un scénario pour donner l'impression que «la balle est maintenant dans le camp des étudiants». Il a présenté une «solution», aussi inacceptable soit-elle, et maintenant ce serait aux étudiants de «mettre de l'eau dans leur vin».

Sur le premier front, les étudiants opposent à l'offensive du gouvernement de nouveaux votes de grève, parfois dans des endroits où on s'y attendait le moins, et par des votes de renouvellement de mandat de grève avec des pourcentages plus élevés que la première fois. Sur le deuxième, ils ont réitéré par des actions militantes et audacieuses qu'ils réclament la remise au complet du 103 M\$ dans le régime de prêts et bourses. En effet, disent-ils, comment le fait de proposer aux étudiants une remise d'une partie de la somme enlevée remet-il «la balle dans le camps des étudiants»? Ce que le ministre Fournier présente comme un "investissement" dans l'aide financière aux étudiants représente en fait une coupure de 276 millions \$ d'ici 2010! «Ne me plantez pas un poignard de douze pouces dans le dos pour le retirer ensuite de six pouces et me dire que nous faisons du progrès!»

Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier a dit avoir le mandat d'écarter la CASSÉE, une des trois grandes fédérations étudiantes, avec plus de 50 000 membres en grève, en invoquant des problèmes de «représentativité» et de «communication». C'est inacceptable. Cette semaine il a poussé la provocation en commençant à négocier avec un groupe en administration de l'est du Canada qui s'est proposé comme «médiateur». Maintenant il dit compter sur des étudiants des Hautes Études commerciales pour présenter des propositions pour dénouer l'impasse.

Les représentants étudiants ont répondu avec raison que ce n'est pas au ministre de décider qui représente les étudiants, c'est aux étudiants. Les représentants de la FEUQ et de la FECQ ont également dénoncé la fraude du «problème de communication». Le gouvernement fait face au mur de l'unité du mouvement étudiant et à la revendication non négociable du 103 M\$. Il n'y a pas de problème de communication, il y a seulement une tentative pernicieuse de diviser les étudiants.

Le gouvernement Charest a vraiment du front de soulever la question de la "représentativité" des revendications des étudiants. Par leurs actions, les étudiants représentent non seulement leurs intérêts mais aussi ceux de la société québécoise car les plans de restructuration du gouvernement Charest n'augurent rien de bon pour le Québec et son avenir. C'est pourquoi ils se gagnent si rapidement l'appui de la grande majorité des travailleurs et du peuple. La vraie question c'est: De qui les plans de restructuration et d'annexion du gouvernement Charest sont-ils représentatifs? Le peuple lui dit depuis deux ans: "J'ai pas voté pour ça." Ces plans sont représentatifs uniquement des intérêts économiques privés les plus puissants, québécois comme étrangers, et c'est ce qu'il essaie de cacher en soulevant le "problème de représentativité" des associations étudiantes. Ça ne passera pas!